

groupe bolchevik

pour la construction du parti ouvrier révolutionnaire, de l'internationale ouvrière révolutionnaire

Destinataire : ARS / France

Copie à : CCI-T / France, CRP / Pérou, GKK / Autriche, PRS / Argentine

Objet : votre lettre du 14 janvier 2011

Date : 12 juillet 2011

Camarades de l'Alternative révolutionnaire socialiste,

Nous avons discuté de la lettre reçue le 21 janvier signée de votre direction. Cette lettre se présente comme une réponse au projet de communiqué commun sur la Tunisie et l'Algérie que le Groupe bolchevik vous avait soumis le 13 janvier ainsi qu'au CCI-T (annexe 2).

BEAUCOUP DE PAGES, AUCUNE PROPOSITION

L'ARS n'a pas répondu véritablement à la proposition que lui a faite le Groupe bolchevik le 18 avril 2010, ainsi qu'au CCI-T :

- examiner les questions internationales les plus importantes (le GB a soumis, pour sa part, un certain nombre de documents internationaux du Collectif révolution permanente dont il est membre) ;
- en cas d'accord, définir un programme pour la France ;
- en cas d'accord, définir une organisation commune fonctionnant selon le centralisme démocratique.

Le « CC de l'ARS » avait alors envisagé une fusion avec le GB.

Il existe des divergences d'orientation entre nos deux organisations. Nous devons répondre ; peut-on les tolérer dans le cadre d'une même organisation nationale et internationale? Si nous pouvons tolérer ces divergences au sein d'un même parti, alors la question est réglée. Nous fusionnons, quitte à ce que des tendances différentes s'expriment dans l'organe de notre parti. (ARS, Lettre au GB, 5 juin 2010)

Mais il n'a jamais donné suite à notre proposition du 21 novembre 2010 d'organiser une réunion commune des militants des deux groupes pour explorer cette possibilité (annexe 1). Le camarade Kléber a demandé une réunion des directions « pour préparer la réunion des militants ». La rencontre entre directions était prévue le 3 janvier 2011. Personne n'est venu de l'ARS, sans prévenir. Une telle désinvolture faisait déjà douter du caractère prolétarien du groupe, sans parler de sa volonté de préparer une fusion.

Quand la cellule centrale du GB a fini par rencontrer, non sans mal, le 3 avril 2011, une délégation de l'ARS composée des camarades Céline et Kléber, celui-ci a seulement proposé une rencontre mensuelle entre directions.

Entretemps, le Groupe bolchevik a proposé le projet de communiqué sur la Tunisie et l'Algérie au CCI-T et à l'ARS. Nous l'avions envoyé parce que ces deux groupes français disent vouloir construire un parti révolutionnaire dans ce pays où vit une importante communauté d'origine algérienne et tunisienne, un pays dont la bourgeoisie opprime et exploite le Maghreb depuis deux siècles. Le texte a été diffusé les jours suivants sous forme d'un tract d'une page dans un certain nombre de rassemblements de travailleurs et de jeunes tunisiens, dans une version légèrement remaniée par le CCI-T. Il a été publié par le GB et le CCI-T.

Depuis, le Collectif révolution permanente (dont le GB est membre) a fait parvenir à l'ARS et au CCI-T un projet de déclaration internationale pour le 1^{er} mai, proposition restée sans suite.

Le silence du 1^{er} mai confirme que la lettre de l'ARS du 21 janvier n'avait pas pour fonction d'adopter une position commune sur la Tunisie. D'ailleurs, elle ne comportait ni des amendements, ni un autre projet de communiqué, tout en faisant plus de 7 fois la longueur du projet envoyé par le GB.

Son auteur travestit non seulement le texte qui était proposé, mais affabule aussi sur la situation en Tunisie. Il tente de camoufler, sous un déluge de phrases ronflantes, que lui-même ne prend pas au sérieux, son orientation réelle : le soutien aux manœuvres des bureaucrates pour empêcher la grève générale, l'approbation de l'intervention militaire de l'impérialisme français en Libye, la fermeture des frontières aux ouvriers étrangers et leur départ du pays.

DOUBLE LANGAGE

Selon la lettre, il fallait expliquer le socialisme, présenter un programme complet, expliquer comment « contenir les débordements », et bien d'autres choses encore.

Expliquons encore toujours les raisons de nos choix ! Expliquons la perspective socialiste, même en quelques lignes. En quoi la socialisation des principaux moyens de production et d'échange et la socialisation des ressources ouvrent des possibilités évidentes pour le développement de l'économie du Maghreb et comment une fédération du Maghreb offrirait le cadre à la satisfaction des revendications du peuple travailleur. Nous avons besoin de redonner tous leur sens aux mots, si souvent travestis et galvaudés. (ARS, Lettre au GB, 14 janvier, p. 2)

Surprise ! Quand, cinq jours plus tard, le camarade Kléber rédige le communiqué de l'ARS (annexe 3), il oublie tout ce qu'il vient de raconter à ses militants contre le Groupe bolchevik. Pas un mot sur l'armement, le socialisme. Seulement... « *garantir un vrai régime de liberté* », une formule proche de celles des partis ouvriers bourgeois (PCF, PG, PS).

LA GRENOUILLE QUI SE PREND POUR UN BŒUF

L'ARS donne en permanence des ordres à la classe ouvrière, comme le stalinisme de la troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste (1929-1933). Du moins les staliniens de l'époque contrôlaient l'URSS, la 3^e Internationale, des syndicats, alors que l'ARS n'est qu'un groupe national, de taille réduite et sans autorité sur un quelconque secteur de la classe ouvrière.

La lettre divague sur la France.

Dans le mouvement syndical, les révolutionnaires ont leur propre direction, leur propre fraction rouge... (ARS, Lettre au GB, 14 janvier, p. 5)

Son auteur exalté vit en dehors de la réalité. Où est la « *fraction rouge* » syndicale de l'ARS ? Il n'y a aucun exemple dans la presse de l'ARS du moindre combat contre les directions de collaboration de classes de toutes les confédérations syndicales actuelles, encore moins d'une fraction nationale avec une direction reconnue.

L'ouvrier ne demande pas d'ordres, mais de l'aide pour son orientation politique. Pour cela il faut lui dire avant tout ce qui est. Ne pas sucrer, mais dire honnêtement ce qui est. La politique du communisme ne peut que gagner à exposer la vérité dans toute sa clarté. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, non à éduquer les masses. (Trotsky, Lettre ouverte à la rédaction de La Vérité, 5 août 1929)

Quand elle en vient à la Tunisie, la lettre délire.

Et les révolutionnaires ont déjà commencé à s'armer ! Ils ont déjà formé leur organisation militaire, ont déjà constitué leurs premiers groupes de combat, ont déjà leurs réseaux d'informateurs et leurs cellules clandestines dans la police et dans l'armée. (p. 5)

Les « *révolutionnaires* », leurs « *réseaux* », leurs « *cellules clandestines* » n'existent que dans l'imagination du « CC de l'ARS ». Le camarade Kléber a la spécialité de décrire interminablement tout ce que doit faire « *le parti* ». La réalité est que le parti n'existe nulle part et qu'il doit donc être construit.

La logorrhée de l'ARS s'arrête où le problème commence : comment un petit groupe, déconnecté du réel, sans aucun lien international, incapable d'analyser les développements mondiaux et nationaux, dont le journal a des titres atemporels et interchangeable, va pouvoir contribuer à édifier un *parti* qui aura gagné la confiance de l'avant-garde du prolétariat, qui saura analyser les rapports entre les classes, qui développera la théorie, qui dialoguera avec la classe ouvrière, qui gagnera la majorité quand éclatera une révolution et qui conduira l'insurrection au moment décisif ?

Le sectaire pense qu'en répétant des formules magiques, il va obliger une classe tout entière à se grouper autour de lui. Mais au lieu d'ensorceler le prolétariat, il n'arrive jamais qu'à démoraliser et disperser sa propre secte. (Trotsky, Lettre au WP, 12 août 1935)

La décadence du capitalisme est celle de l'actualité de la révolution prolétarienne. Si la classe ouvrière ne prend pas le pouvoir, l'humanité est menacée par les crises, la destruction de l'environnement, les guerres, le fascisme. Auparavant, les révolutions se heurtaient surtout à l'insuffisance de la classe ouvrière, au poids des travailleurs non salariés et à la capacité de la bourgeoisie de développer l'économie à l'échelle mondiale et de remplir encore des tâches démocratiques. Avec l'impérialisme, le problème de la révolution est celui de la direction de la classe ouvrière.

L'erreur de Marx-Engels quant aux délais historiques découlaît d'une part de la sous-estimation des possibilités ultérieures inhérentes au capitalisme et d'autre part de la surestimation de la maturité révolutionnaire du prolétariat. La révolution de 1848 ne s'est pas transformée en révolution socialiste, comme le Manifeste l'avait escompté, mais ouvrit par la suite à l'Allemagne la possibilité d'un épanouissement formidable. La Commune de Paris démontra que le prolétariat ne peut arracher le pouvoir à la bourgeoisie sans avoir à sa tête un parti révolutionnaire éprouvé. Or la longue période d'essor capitaliste qui suivit entraîna, non l'éducation d'une avant-garde révolutionnaire, mais au contraire, la dégénérescence bourgeoise de la bureaucratie ouvrière, qui devint à son tour le frein principal de la révolution prolétarienne. (Trotsky, 90 ans de « Manifeste du parti communiste », octobre 1937)

Même avec l'écho mondial de la révolution russe, il a fallu à l'Internationale communiste, de 1919 à 1923, guider les nouveaux partis pour qu'ils s'implantent et élaborer des tactiques pour démasquer les partis travaillistes ou sociaux-démocrates qui conservaient une autorité auprès de la classe ouvrière (entrisme, front unique ouvrier...).

Après la dégénérescence de l'Internationale communiste, la situation s'est dégradée, car les internationalistes se sont retrouvés très minoritaires (et calomniés à une échelle inédite) dans le mouvement ouvrier. Du moins, il existait à l'époque la 4^e Internationale, un programme qui tirait les leçons des grands événements mondiaux et l'autorité politique de Léon Trotsky.

Aujourd'hui, le mouvement ouvrier mondial est encore plus désorienté, faute de pôle bolchevik international qui fournisse à la classe ouvrière une perspective, un drapeau. En effet, la 4^e Internationale a été détruite par sa propre direction (Pablo, Mandel) qui a capitulé devant le stalinisme en 1949, puis détruit l'internationale en 1951-52. La tâche centrale de tout groupe communiste est donc la construction d'un centre international qui permette la discussion et la collaboration internationale pour résoudre la crise de direction du prolétariat.

L'activité fébrile de l'ARS, malgré le dévouement des militants, ne débouche sur rien. Le petit groupe joue au parti et fait comme si les partis issus de la classe ouvrière, comme le PS et le PCF, n'existaient pas, ne jouaient aucun rôle dans la vie politique du pays, dans les syndicats, les élections, les grèves, les manifestations...

Comme toujours, la réalité se venge cruellement : malgré sa phraséologie communiste, l'ARS vit à l'ombre des agences de la bourgeoisie française au sein de la classe ouvrière : soutien aux « journées d'action » contre la grève générale, soutien au « Non » chauvin lors du référendum, soutien à la limitation de l'immigration, soutien à la guerre impérialiste...

Pour construire le parti mondial de la révolution et donc ses partis nationaux, il faut un programme marxiste, une pratique internationaliste et la capacité d'affronter les directions qui dupent les masses, les exploitent politiquement, les conduisent à la défaite.

POUR L'ARS, LES RESPONSABLES DES DÉFAITES SONT LES TRAVAILLEURS

Les révolutionnaires doivent se tenir prêts et alertes, pour que le peuple travailleur ne devienne pas le propre fossoyeur de sa révolution... Nous accusons un retard immense. Ce retard n'est pas seulement celui du mouvement communiste. C'est celui des travailleurs eux-mêmes, c'est celui du peuple tunisien... (Combat n° 55, février 2011)

Il n'existe actuellement aucun « mouvement communiste ». En outre, les travailleurs de tous les pays ont besoin, pour s'unir à l'époque du capitalisme en déclin, non d'un vague mouvement, mais d'une internationale ouvrière révolutionnaire.

L'organisation qui avait pris en 1919 le nom « Internationale communiste » (3^e Internationale), avait été fondée pour remplacer la 2^e Internationale et les partis socialistes qui avaient trahi en 1914, pour diriger la révolution mondiale. La prise du pouvoir par la bureaucratie en URSS au milieu des années 1920 s'est accompagnée d'une terrible régression, de la transformation de la 3^e Internationale et des partis « communistes » en instruments contre-révolutionnaires dont le rôle n'était plus différent des partis « travaillistes » ou « socialistes ».

Plus rien ne distingue les communistes des sociaux-démocrates, sauf la phraséologie... (Trotsky, Le Congrès de liquidation de l'Internationale communiste, 23 août 1935)

En 1933, le KPD a facilité la victoire de Hitler ; en 1936, le PCF a préparé la victoire de Pétain ; en 1936, le PCE a contribué à la victoire de Franco...

En son temps, le bolchevisme avait discrédité le réformisme pour bon nombre d'années. Mais, avec la venue de la réaction, les staliniens (et tous les sous-staliniens) ont commencé à réinventer le parapluie du réformiste. Le « front populaire » (coalition avec la bourgeoisie), le devoir du prolétariat de défendre la patrie (social-patriotisme), etc. (Trotsky, Les Causes de la défaite de la révolution espagnole; mars 1939)

Staline a dissout l'IC en 1943. La bureaucratie de l'URSS, celle qui avait assassiné Boukharine, Zinoviev, Trotsky, etc. s'est évertuée à empêcher la révolution socialiste en Grèce, en Italie, en France... Les héritiers de Staline ont écrasé tout mouvement révolutionnaire en Russie, en Europe centrale et en Chine qui aurait pu préserver la collectivisation, instaurer le pouvoir ouvrier, construire le socialisme, étendre la révolution mondiale.

Pour finir, les bureaucraties étatiques qui parasitaient l'économie collectivisée, usurpaient le pouvoir des travailleurs, empêchaient la construction du socialisme, ont rétabli le capitalisme à partir de 1989. Depuis l'instauration du « marché du travail », de la propriété privée des moyens de production et des bourses en Russie et en Chine, presque tous les partis « réformistes », d'origine sociale-démocrate ou stalinienne, ont abandonné la référence au socialisme. Quant aux organisations soi-disant trotskystes, elles sont, pour la plupart, des héritières honteuses du stalinisme qui s'intègrent aux bureaucraties syndicales et qui adoptent le réformisme, l'électoratisme, l'étapisme et l'étatisme.

LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE DOIT ÊTRE CONSTRUIT CONTRE LES DIRECTIONS TRAITRESSES

Pourtant, d'après Kléber, c'est « le peuple travailleur » qui peut être « le fossoyeur de la révolution ». Depuis 90 ans, les falsificateurs staliniens, leurs descendants et les centristes sous-staliniens rejettent sur le prolétariat leur propre responsabilité des défaites produites par la subordination à la bourgeoisie.

Les travailleurs sont si majoritaires et leur force est si démultipliée par leur place stratégique dans la production que, s'ils s'unissaient pour agir consciemment selon leurs propres intérêts, une simple pichenette suffirait à vaincre la bourgeoisie... Mais ils ne sont pas unis, ils n'ont pas de conscience de classe. La raison est l'influence de la bourgeoisie dans les rangs ouvriers. Cette influence est diffusée de plusieurs façons, mais la

bureaucratie ouvrière est son principal vecteur. C'est pourquoi notre lutte décisive contre la bourgeoisie commence par la lutte contre ses agents dans le mouvement ouvrier. (Cannon, Lettre à Swabek, 9 avril 1953)

S'il y a un fossoyeur de la révolution en Tunisie, ce n'est pas « le peuple travailleur », c'est la sociale-démocratie et le stalinisme, en particulier le parti social-démocrate français PS-SFIO (qui défendait l'empire colonial depuis 1914), le parti stalinien français PCF (qui défendait l'empire colonial depuis 1934), le parti stalinien tunisien PCT (qui soutenait la bourgeoisie nationale) et ses légataires Ettajdid et PCOT, ainsi que la bureaucratie syndicale de l'UGTT qui collaborait avec Bourguiba et Ben Ali.

Des masses de millions d'hommes s'engagent sans cesse sur la voie de la révolution. Mais, chaque fois, elles s'y heurtent à leurs propres appareils bureaucratiques conservateurs... La 4^e Internationale déclare une guerre implacable aux bureaucrates de la 2^e et de la 3^e Internationales de même qu'à leurs satellites centristes ; au réformisme sans réformes, à la démocratie alliée à la Guépéou, au pacifisme sans paix, à l'anarchisme au service de la bourgeoisie... (4^e Internationale, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, programme de transition, 1938)

« L'ÉTUDIANT A AIDÉ L'OUVRIER; L'OUVRIER DOIT VENIR AU SECOURS DE L'ÉTUDIANT » (LÉNINE)

Parce que le projet de communiqué commun osait parler de la jeunesse révoltée du Maghreb, la lettre rédigée par le camarade Kléber l'a taxé de...« démagogie ».

Les communistes font la distinction entre les différentes fractions de la jeunesse. La jeunesse n'est pas un bloc. Il ne nous est pas permis de gommer les différences sociales dans la jeunesse qui ont leurs traductions politiques. La lutte des classes ne commence pas au dessus des 20 ou 25 ans ! Nous devons nous défendre de toute démagogie en direction d'une partie de la population en raison de son âge... (ARS, Lettre au GB, p. 4)

Certes, la jeunesse n'a pas la capacité de diriger la révolution. Seule la classe sociale productrice de marchandises et donc de survalueur pour la classe capitaliste peut renverser le mode de production capitaliste et ouvrir la voie au mode de production communiste. Pour un dialecticien, cela n'empêchait pas de reconnaître que la jeunesse a entamé le combat contre le despotisme en Algérie, en Tunisie en janvier 2011.

Les étudiants du 19^e siècle et du début du 20^e étaient presque tous issus de familles des classes exploiteuses, surtout dans les pays arriérés. Pourtant, dès le milieu du 19^e siècle, une partie de la jeunesse étudiante se révoltait contre l'ordre social, politique et moral, et cherchait déjà la voie de la révolution sociale. Sinon, comment expliquer la trajectoire de Karl Marx, Ferdinand Lassalle, Paul Lafargue, Vladimir Lénine, Léon Trotsky, Antonio Gramsci... qui ont commencé leur activité révolutionnaire en tant qu'étudiants, sans parler de Rosa Luxemburg, Amedeo Bordiga, Nicolas Boukharine... qui la débutèrent comme lycéens ? Sinon, comment expliquer la place des étudiants dans la politique révolutionnaire à partir du 20^e siècle ?

L'agitation qui renaît parmi les étudiants, après une si courte période de calme, constitue un symptôme de banqueroute politique du régime actuel... La nouvelle bataille qui met aux prises les étudiants et le gouvernement nous donne la possibilité et nous impose le devoir d'accélérer cette mobilisation de toutes les forces sociales hostiles à l'autocratie. (Lénine, Symptômes de banqueroute, 15 février 1902)

Nous devons sans cesse mener une action commune avec les organisations étudiantes et paysannes. (Trotsky, Discussions sur la Chine, 9 août 1935)

Dans la seconde moitié du 20^e siècle, le potentiel de la jeunesse en formation grandit grâce à la massification de l'enseignement secondaire et supérieur. Elle commence aux États-Unis, se généralise aux pays avancés et concerne ensuite nombre de pays dominés. Désormais, une partie significative des jeunes en formation vient des classes exploitées et semi-exploitées, beaucoup sont destinés à être exploités, une partie l'est déjà pour payer ses études.

La jeunesse, qui se retrouve concentrée dans les lieux de formation, tend à se révolter contre les conditions d'études, la menace du chômage, mais aussi l'oppression nationale et les guerres impérialistes. D'où le rôle important de la jeunesse en Pologne, en Tchécoslovaque, en Chine, aux États-Unis, en Allemagne, au Japon, en France, en Italie, au Mexique, en Grèce... lors de la vague de la révolution mondiale des années 1960-1970. Quand les travailleurs ont commencé à rejoindre la protestation étudiante en Chine en 1989, la bureaucratie a pris peur et a écrasé la révolte, ouvrant la voie à la restauration du capitalisme. Dans la dernière décennie, les étudiants ou les lycéens ont manifesté en masse en Tunisie, en Iran, au Chili, en Grèce, en France, en Algérie, en Italie, en Espagne, en Grande-Bretagne, en Autriche, au Canada, au Gabon, aux Pays-Bas, au Togo, en Suisse, au Pérou, en Belgique...

IL Y A ENCORE MOINS DE PEUPLE UNI QUE DE JEUNESSE UNIE

Il ne faut pas prendre trop au sérieux les accusations de l'ARS. La lettre au Groupe bolchevik oublie les titres du journal de l'ARS : « À l'intention de la jeunesse » (Combat n° spécial, été 2010), « Étudiants, tous dans la rue ! » (Combat n° 53, septembre 2010).

Et si le GB n'a pas le droit de parler de « jeunesse », qu'est-ce qui autorise l'ARS à parler de « peuple » ou de « population » dans ses publications ou dans la lettre elle-même ?

Sous peine de désintéresser le peuple... (ARS, Lettre au GB, p. 1) ; la jeunesse du peuple classe. (p. 3) ; problèmes concrets des populations (p. 6) ; Vive la révolte du peuple tunisien ! (ARS, 18 janvier 2011) ; Vive l'émancipation du peuple libyen ! (ARS, 8 mars 2011)

Le camarade Kléber se dispense d'appliquer ses exigences. Il devrait pourtant savoir que « *les communistes font la distinction entre les différentes fractions* » du peuple, le peuple « *n'est pas un bloc* », « *il ne nous est pas permis de gommer les différences sociales* » dans le peuple.

Si nous ne connaissons guère de trahison historique opérée au nom de la « jeunesse », nous en connaissons de nombreuses commises au nom du « peuple » par les staliniens, sous les étiquettes de front populaire, d'unité antifasciste, de front uni anti-impérialiste, de bloc des quatre classes, etc.

Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. (4^e Internationale, L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale, 1938)

C'est pourquoi le projet s'opposait à l'union avec la bourgeoisie tunisienne, le « *rassemblement de tous les opprimés et exploités* », des « *travailleurs salariés, chômeurs, jeunes en formation* » pour « *s'organiser eux-mêmes en comités et les fédérer nationalement pour se défendre, pour vaincre, pour arracher les revendications, pour empêcher les partis bourgeois et les généraux de voler demain leur victoire* », et défendait « *la révolution socialiste* » (annexe 2).

« NE PARLONS PAS DE GRÈVE GÉNÉRALE ! » (KLÉBER). SI, PARLONS-EN !

Fin 2010, la jeunesse de Tunisie s'est révoltée, affrontant la police (équipée par des groupes capitalistes français et par le gouvernement Sarkozy), alors que la puissante centrale syndicale (UGTT) restait passive. Kléber décrète que la classe ouvrière ne devait pas faire grève, ne devait pas jeter toute sa force dans la bataille contre le régime.

En quoi la grève générale peut protéger la jeunesse ?. (ARS, Lettre au GB, p. 5)

La grève générale, la paralysie de la production n'aidera en rien la protection du mouvement. Si nous voulons parler des détails de notre intervention en vue de protéger le mouvement, parlons de l'intervention des révolutionnaires dans la police et dans l'armée, en direction des ouvriers des aciéries, des usines mécaniques ou du secteur de la chimie. Mais ne parlons pas de la grève générale ! Quant au mot d'ordre de grève générale comme moyen de chasser l'oligarchie capitaliste et ses politiciens, c'est encore non. Notre révolutionnarisme n'est pas un utopisme syndical. (p. 6)

Il n'y a que dans le monde imaginaire de Kléber que les travailleurs peuvent prendre des armées en continuant d'aller au travail. Avec des phrases ronflantes, il rend service à la bureaucratie de l'UGTT. Séparer grève générale et révolution, les opposer, ne correspond ni à la méthode dialectique, ni aux leçons de la lutte des classes.

Par l'évolution logique interne des événements en cours, la grève de masse se transforme en révolte ouverte, en lutte armée, en combats de rue et de barricades à Moscou. (Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat, 1906)

Tous les partis révolutionnaires, tous les syndicats de Moscou, en déclarant la grève, avaient conscience et sentaient même qu'elle se transformerait inéluctablement en insurrection. (Lénine, Les Enseignements de l'insurrection de Moscou, 29 août 1906)

Un des débats qui a traversé « l'Association internationale des travailleurs » (1^e Internationale) fut la question de la grève : les proudhoniens (ancêtres des anarchistes) s'y opposaient (comme à l'émancipation des femmes), mais la majorité du Conseil général, avec Marx, l'a emporté et l'a inscrite dans son programme.

En 1883, le premier groupe communiste de Pologne, « Prolétariat », organise une grève générale. À partir des grèves générales, des soviets et des insurrections de la révolution russe de 1905, August Bebel et Rosa Luxemburg, incorporent la « grève de masse » ou « grève générale » au sein de « l'Internationale ouvrière » (2^e Internationale), comme une forme de la lutte des classes qui permet au prolétariat de prendre conscience de sa force collective, qui articule la lutte économique et la lutte politique, qui débouche sur la question du pouvoir.

La grève de masse n'est pas un moyen ingénieux inventé pour renforcer l'effet de la lutte prolétarienne, mais elle est le mouvement même de la masse prolétarienne, la force de manifestation de la lutte prolétarienne au cours de la révolution. (Luxemburg, Grève de masse, parti et syndicat, 1906)

Face aux menaces de conflit en Europe, lors du congrès de 1910 de la 2^e Internationale à Copenhague, Édouard Vaillant et Keir Hardie soumettent un amendement pour « *la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments* ».

Quand la guerre inter-impérialiste éclate, la direction du SPD donne, le 29 juillet 1914, au chancelier allemand l'assurance que le parti et la confédération syndicale n'appelleront pas à la grève générale, ni au sabotage. Deux jours plus tard, le 31 juillet, la direction de la CGT communique au ministre de l'intérieur français qu'elle renonce à la grève générale.

L'hostilité à la grève générale est, depuis 1914, un signe sûr de la trahison et du social-patriotisme. N'en déplaise à l'ARS, la grève générale joue un rôle important dans la lutte des classes depuis plus d'un siècle et elle fait depuis partie intégrante de la stratégie révolutionnaire.

Si les conditions sont propices, si la propagande trouve un écho favorable, on peut passer à une grève générale. (Trotsky, Une école de stratégie révolutionnaire, juillet 1921)

« CE NE SONT PAS DES GRÈVES, C'EST LA GRÈVE » (TROTSKY)

La révolution russe de 1917 s'est ouverte par la grève générale à Petrograd, nourrissant les manifestations qui ont permis la fraternisation avec les conscrits et le début de l'armement, autant de formes de la révolution que votre lettre oppose de manière stérile. De même, les grèves de masse de 1917 en Allemagne annoncent la révolution de 1918. La grève générale brise le putsch de Kapp en 1920. La révolution italienne commence comme une grève générale en 1920.

Pour délimiter une fraction bolchevik-léniniste (l'OGI) dans l'IC contre le stalinisme, Trotsky préconisa en 1929 un accord sur les problèmes internationaux (c'est la méthode que le Collectif révolution permanente et le GB ont proposée au CCI-T et à l'ARS). À l'époque, il s'agissait de la politique économique en URSS, de la stratégie de la révolution chinoise et du bilan du « Comité anglo-russe ». Le Comité anglo-russe était un front entre la confédération syndicale russe dirigée par le Parti communiste (Staline, Boukharine...) et la confédération syndicale britannique (TUC) liée étroitement au « Parti travailliste » (c'est encore le cas aujourd'hui). « L'opposition unifiée » du Parti communiste de l'URSS (formée par Trotsky, Zinoviev, Preobrajenska, Radek, Smirnov, Smilga...) réclama en vain la rupture de ce front au moment où le TUC annula, le 12 mai 1926, la grève générale de Grande-Bretagne qu'il avait appelée le 3 mai, laissant isolés les mineurs face à la presse, aux policiers et au gouvernement du Parti conservateur (Baldwin et Churchill).

L'entrée du mouvement de masse dans une phase ouvertement révolutionnaire rejeta dans le camp de la réaction bourgeoise les politiciens travaillistes libéraux qui étaient allés quelque peu vers la gauche. Consciemment et ouvertement, ils trahirent la grève générale, puis ils sapèrent et trahirent la grève des mineurs. (Trotsky, Critique du programme de l'Internationale communiste, 1928)

L'Opposition de gauche internationale est donc née, entre autres, de la question de la grève générale, et de la condamnation de l'entrave sociale-démocrate et stalinienne à sa réalisation.

La section américaine de la 4^e Internationale (CLA) conquiert une implantation ouvrière par son rôle dans la grève générale des chauffeurs routiers en 1934 à Minneapolis. Une vague de grèves prépara la révolution espagnole de 1936. Dans le journal de la section française de la 4^e Internationale (POI), Trotsky salua la grève générale de 1936 en France comme le début de la révolution.

Ce qui s'est passé, ce ne sont pas des grèves corporatives, ce ne sont même pas des grèves. C'est la grève. C'est le rassemblement au grand jour des opprimés contre les oppresseurs, c'est le début classique de la révolution. (Trotsky, La révolution française a commencé, 19 juin 1936)

En 1953, les ouvriers de Berlin et de l'est de l'Allemagne se mirent en grève et manifestèrent contre la bureaucratie stalinienne de RDA que vous baptisez « régime révolutionnaire » (ARS, Notre organisation, p. 28). En 1956, la classe ouvrière de Hongrie relaya les étudiants, combina la grève générale, ses conseils, son armement, reconquit ses syndicats et commença la révolution politique pour chasser la bureaucratie stalinienne.

En 1958-59, la grève générale paralysa le régime de Batista à Cuba, déjà confronté au soulèvement des campagnes organisé par le M26J de Castro. La grève générale de 1960-61 posa la question du pouvoir en Belgique. En 1968, la classe ouvrière entra en lutte et secourut les étudiants en Tchécoslovaquie.

En mai 1968, en France, la classe ouvrière se mit en grève en débordant toutes les bureaucraties syndicales, pour ses revendications et aussi pour protéger la jeunesse étudiante et ouvrière qui se heurtait depuis plusieurs jours à la répression policière du pouvoir gaulliste (à qui le PCF avait donné le feu vert par un infâme article de Marchais). Le point de départ fut l'usine de Sud-Aviation (aujourd'hui Airbus) de Nantes où intervenaient des militants de l'Organisation communiste internationaliste (membre du Comité international de la 4^e Internationale, d'où vient le Groupe bolchevik). Le poids du PCF (alors hégémonique) et de la direction de la CGT (les « organisations ouvrières » chères à l'ARS) réussit à sauver De Gaulle, en empêchant l'élection et la centralisation des comités de grève, l'armement des travailleurs, en faisant reprendre le travail.

En 1970-71, la grève générale des chantiers navals et des usines des ports de la Baltique dressa la classe ouvrière de Pologne contre la bureaucratie ; les manifestants affrontèrent la police et constituèrent un comité central de grève. En 1972, la grève générale des mineurs infligea une défaite au gouvernement de Grande-Bretagne. En 1978, la grève générale des travailleurs du pétrole précipita la révolution en Iran. Début 2009, les travailleurs en Guadeloupe et en Martinique déclenchèrent la grève générale et créèrent une situation pré révolutionnaire que le PCG, CO, le PCF, le PS, LO, le NPA et les bureaucraties syndicales aidèrent à isoler et à étouffer.

La grève générale ne résout pas le problème du pouvoir. Les élections encore moins, ce qui n'empêche pas les communistes d'y participer quand ils en ont les moyens. Même l'armement des travailleurs, quoique décisif dans la révolution, ne suffit pas à la mener. En 1944, en France, en Italie, en Grèce, la population s'était armée, mais le contrôle des partis staliniens sur les masses a débouché sur la reconstruction de l'État bourgeois. Ce qui est décisif, est le programme et le parti.

À LA REMORQUE DE LA BUREAUCRATIE DE LA CGT

La racine de l'hostilité à la grève générale de l'ARS n'est pas à chercher dans les internationales ouvrières, mais chez les sociaux-patriotes de tout poil. Ainsi, pour le secrétaire de la CGT, celui qui boit du champagne avec Sarkozy à l'Élysée, la grève générale est taboue.

Il faut conjuguer arrêts de travail et manifestations, bloquer le pays n'est pas un objectif en soi. (Thibault, 14 octobre 2010)

Le refus de la grève générale relève de l'ex-stalinisme (PCF, PCOF...), du « sous-stalinisme » (LO, NPA...). La dénonciation de la grève générale coïncide avec la politique des bureaucraties syndicales de Tunisie comme en France. Le refus de la grève générale fait partie de l'aide des chefs de la CGT, de la CFDT, de FO... au gouvernement Sarkozy, au patronat pour faire passer leurs attaques. Le refus de la grève générale complète leurs « propositions », leur participation au « Conseil d'orientation des retraites », leur sabotage des mouvements au moyen des « journées d'action », des « grèves tournantes », leurs « grèves reconductibles ».

Or, l'ARS relaie chaque décision des bureaucraties syndicales, enjoint aux travailleurs de suivre leurs « journées d'action ». Le style de *Combat* n'est pas celui de *L'Humanité*, mais le contenu est le même.

Salariés, nous ne pouvons nous fier qu'à nous même. Gardons le rythme : en grève mardi 31 mai ! Que cette journée nous prépare pour les luttes prochaines, plus longues et victorieuses ! (ARS, 31 mai : en grève pour nos salaires !)

Qu'est-ce qui est sorti du 11 mai ? En fait, l'ARS « se fie » à Thibault qui a décidé la « journée d'action » qui ne peut déboucher sur rien d'autre que la démoralisation. En fait, l'ARS « garde le rythme » du sabotage de la lutte des classes. Quand on gratte le « révolutionnarisme » de l'ARS, on trouve le stalinisme, c'est-à-dire la collaboration de classes, la contre-révolution, la défense de la nation, le culte du chef... déguisés en communisme.

SOUTIEN DE L'ARS À L'INTERVENTION DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

L'ARS intervient dans un pays impérialiste dont la bourgeoisie exploite des travailleurs tunisiens en France et en Tunisie, persécute les Arabes et les musulmans en France, bombarde la Libye. Or, au moment où son impérialisme intervient militairement dans un pays dominé, la direction de l'ARS succombe à une certaine fascination pour la suprématie militaire de l'impérialisme et y voit des avantages pour les Libyens.

Dans un premier temps, l'intervention des armées impérialistes paraît se conjuguer en effet avec la défense des insurgés. Les mirages et les rafales français, les tornado et Eurofighter britanniques, les F-16 danois et espagnols pilonnent les défenses anti-aériennes libyennes, les centres de commandement de son armée, son artillerie lourde, ses aéroports. Les systèmes radar sont neutralisés. Sans l'appui de la coalition, les rebelles auraient été écrasés militairement à Benghazi, sans nul doute. (*Combat* n° 56, mai 2011)

La direction de l'ARS converge, une fois de plus, avec les différents partis sociaux-démocrates de son pays (le PCF, le PS, le PG). Elle qui ne voulait pas de grève générale prolétarienne pour protéger la jeunesse en Tunisie, fait croire que les missiles de sa bourgeoisie aident la révolution. Au passage, la marine de guerre de Kadhafi est épargnée par les bandits impérialistes, car elle va servir demain à empêcher l'immigration vers l'Europe.

C'est seulement dans la mesure où les frappes de la coalition paraissent encore aider les insurgés que le soutien majoritaire de l'opinion à l'intervention militaire peut s'expliquer en France, en Grande Bretagne ou aux États-Unis. Mais que les armées sous direction de l'OTAN contredisent le mouvement des insurgés et toutes les illusions sur les véritables desseins de nos gouvernements impérialistes se dissiperont. (*Combat* n° 56, mai 2011)

C'est la bourgeoisie qui fabrique, en temps ordinaire, « l'opinion ». L'ARS rend responsable les masses, la majorité de l'opinion, de sa capitulation devant sa bourgeoisie.

De même, dans « *le mouvement des insurgés* », il y a une contradiction de classe entre les jeunes et les travailleurs, qui voulaient en finir avec le despotisme de Kadhafi, et les capitalistes, les anciens ministres et les anciens généraux, autoproclamés gouvernement le 27 février (CNT), reconnu immédiatement par Sarkozy qui s'était mordu les doigts d'avoir soutenu trop longtemps Ben Ali en Tunisie.

La première révolution est une sorte de Commune de Paris, avec ses civils, jeunes gens, commerçants ou petit fonctionnaires, armés de leur kalachnikov et de leur enthousiasme, défendant farouchement une ville insurgée et les territoires libérés. Sans eux, rien ne serait possible, car ils se battent. Ils ont pris, en février, sous la mitraille et à mains nues alors, la caserne de Benghazi...

Deuxièmement, une révolution bourgeoise, qui n'est pas sans rappeler celle de 1848, sous l'égide d'un Conseil national de transition (CNT) - agrégation de l'élite libyenne, de puissantes familles, de tribus, d'opposants de l'extérieur, de notables influents, avocats, médecins ou ingénieurs, et d'une cohorte d'hommes d'affaires anglophones et pragmatiques, souvent liés au pétrole. Loin de l'effervescence du front, c'est une révolution bourgeoise, avec ses conciliabules dans le luxueux Hôtel Tibesti, ses conférences de presse, ses jets privés, ses négociations à l'étranger, menée par des hommes en costume sombre impeccable, et quelques femmes. (*Le Monde*, 5 juillet 2011)

À partir du 19 mars, un certain nombre d'États impérialistes ont utilisé leurs armées anti-ouvrières et néocoloniales pour renforcer leur pillage du pays et supplanter le régime nationaliste qui, d'une part, les avait autrefois défiés et, d'autre part, paraissait aussi incapable de maintenir l'ordre que ceux Ben Ali et de Moubarak.

Cette coalition étant emmenée par la France, cela confère une grande responsabilité au mouvement ouvrier de ce pays. L'ARS n'a pas passé le test. Pour elle, pas question de condamner l'intervention militaire de son propre impérialisme, d'appeler à le faire cesser par tous les moyens à la disposition de la classe ouvrière et d'exiger des confédérations syndicales qu'elle mènent effectivement ce combat.

Si le soutien à la guerre devient impopulaire (ou si Sarkozy la cesse), le chef de l'ARS se réserve le droit de tourner sa veste. Dans un second temps, il est envisageable que « *les armées sous direction de l'OTAN contredisent le mouvement des insurgés* ». Autrement dit, pour l'ARS, l'OTAN ne contredit pas, au moins « *dans un premier temps* », les besoins du « *peuple insurgé* ». Cela la place, cette fois aussi, en douteuse compagne.

L'ALIGNEMENT DE L'ARS SUR LES SOCIAUX-PATRIOTES

Après avoir accusé « l'opinion », l'ARS exonère les directions sociales-impérialistes du mouvement ouvrier de leurs responsabilités.

L'attentisme des principales organisations ouvrières et la faiblesse de notre fraction révolutionnaire rend pour le moment difficile l'organisation d'une campagne internationale de soutien au mouvement révolutionnaire libyen. (Combat n° 56, mai 2011)

Le PS et le PCF ne sont en rien attentistes. Ils invoquent « *la France* » et ils soutiennent l'immixtion de leur bourgeoisie en Afrique du nord. Leur désaccord avec Sarkozy ne porte que sur la manière de défendre l'impérialisme français.

Les choix diplomatiques de notre propre pouvoir exécutif, sont illisibles, contradictoires, et aboutissent in fine à altérer notre crédibilité internationale. (PCF à l'Assemblée, 22 mars 2011)

Les directions syndicales CGT, CFDT, FO, UNSA, Solidaires, UNEF suivent le PS et le PCF. Il y a une véritable union nationale, incluant le PCF, le PS, le PG, pour soutenir le « Conseil national de transition » bourgeois propulsé par Sarkozy et les services secrets français pour empêcher la révolution et ouvrir le pays aux groupes capitalistes français, comme il y eut une union nationale pour que l'armée française remplace Gbagbo par Ouattara en Côte d'Ivoire.

Le Parti communiste français réitère une fois... son plein soutien aux forces qui agissent pour la démocratie en Libye, avec le Conseil National de Transition. (L'Humanité, 18 mars 2011)

Surtout, il y a l'accord de toutes « *les principales organisations ouvrières* » et de leurs satellites pour ne pas se prononcer contre la nouvelle guerre de brigandage de l'armée française. Le PG et le PS ont soutenu ouvertement les opérations de l'OTAN, alors que le PCF émettait seulement quelques réserves pacifistes. En fait, l'ARS se retrouve... à droite du PCF.

Voilà pourquoi elle n'a pas répondu à la proposition du Collectif révolution permanent d'une déclaration internationale contre la guerre impérialiste. Le Collectif, pour sa part, a suivi la voie de Lénine et de Trotsky.

Tout pays opprimé a le droit de résister à l'intervention militaire des grandes puissances.

Pour aider la jeunesse et les travailleurs de Libye, les travailleurs d'Amérique du nord et d'Europe de l'ouest ne peuvent faire aucune confiance à leurs propres gouvernements qui sont tous au service des grands groupes capitalistes, qui détruisent tous les conquêtes sociales antérieures et qui soutiennent partout dans le monde la contre-révolution, les monarchies cléricales et les pires dictatures.

Les travailleurs des centres impérialistes doivent exiger que les organisations de masse d'origine ouvrière, syndicats et partis, se prononcent pour l'ouverture des frontières aux travailleurs et aux étudiants de toute l'Afrique, contre toute intervention militaire en Libye et dans les autres pays de la région, pour l'évacuation immédiate de l'Irak et de l'Afghanistan, pour la fermeture des bases militaires américaines, françaises et britanniques de tout le bassin méditerranéen, pour la levée du blocus de l'Iran, pour la destruction du mur de l'apartheid sioniste et le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens. la lutte résolue des travailleurs contre leurs propres gouvernements impérialistes serait la meilleure aide aux travailleurs de Libye et de la région... (CoReP, Adresse, 1^{er} mai 2011)

Les interventions des grandes puissances à l'époque impérialiste n'ont rien à voir avec la démocratie et les libertés.

La question du caractère impérialiste, spoliateur, anti-prolétarien de la guerre actuelle a depuis longtemps dépassé le stade d'un problème purement théorique... L'impérialisme, dans ses traits principaux, est d'ores et déjà considéré comme la lutte de la bourgeoisie en déclin, caduque, pourrie, pour le partage du monde et l'asservissement des « petites » nations ». (Lénine, La faillite de la 2^e Internationale, 1915)

Il est un autre terrain sur lequel l'ARS se retrouve scandaleusement à droite du parti stalinien à l'agonie, avec ses éléments les plus douteux comme le député André Gerin.

L'ARS CONTRE L'IMMIGRATION EN FRANCE

L'isolement national dans laquelle l'ARS s'est maintenue depuis sa fondation en 2001 a des conséquences inquiétantes sur son orientation. Le socialisme national a débouché sur l'alignement sur le « Non » du PCF lors du référendum de 2005, une réunion publique avec Alain Soral (le chef de l'organisation fasciste « Égalité et réconciliation »), la volonté d'écarter les travailleurs étrangers de France...

Ni en Algérie, et encore moins en Tunisie, l'heure est à l'émigration des forces vives. Mobiliser, en plein mouvement ascendant des masses, contre les restrictions françaises à « l'entrée des travailleurs et des étudiants en provenance d'Algérie et de Tunisie », c'est envoyer le plus mauvais message au peuple en éveil. (ARS, Lettre au GB, p. 8)

Nous, communistes internationalistes, ne reconnaissons pas le droit à la bourgeoisie impérialiste, ni à la petite-bourgeoisie chauvine, qui voyagent librement, de décider pour les travailleurs et les jeunes en formation.

Le patriotisme bourgeois se manifeste avant tout par la brutalité avec laquelle il traite les étrangers sans défense. Avant qu'aient été construits les camps de concentration pour prisonniers de guerre, toutes les démocraties avaient construit des camps de concentration pour les exilés révolutionnaires. Les gouvernements du monde entier, particulièrement celui de l'URSS, ont écrit le chapitre le plus noir de notre époque par la façon dont ils ont traité les réfugiés, les exilés, les apatrides. (4^e Internationale, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, mai 1940)

L'origine de l'ARS est obscure. Celle du Groupe bolchevik est claire, c'est la 4^e Internationale (voir la plateforme adoptée à sa 1^{re} conférence). En particulier, le Groupe bolchevik revendique l'héritage de la section française des années 1930, le « Parti ouvrier internationaliste » fondé avec l'aide politique de l'émigré russe Trotsky. À un moment où la bourgeoisie française et sa 3^e République prenaient des mesures proches de celles de Sarkozy et Guéant, les communistes internationalistes se battaient, contre la politique du PS-SFIO et du PCF, pour ouvrir les frontières aux travailleurs et unir les rangs du prolétariat.

Droit démocratique d'asile ! Pour la carte d'identité à chaque travailleur immigré ! (La Lutte ouvrière n° 38, 2 avril 1937)

Ouvriers communistes, socialistes, « trotskystes », front unique pour imposer les mêmes droits aux travailleurs étrangers ! (La Lutte ouvrière n° 39, 9 avril 1937)

Qui sont ces étrangers qui sont pêchés par le filet de la police ? S'agit-il des agents de Mussolini ou de Hitler, de ceux de Franco ou de la Guépéou ? Pas le moins du monde... Ce n'est pas à eux que font défaut les passeports et les documents pour aller et venir au travers de toutes les frontières... (La Lutte ouvrière n° 56, 24 septembre 1937)

La France aux Français ? Non, la France aux travailleurs ! (La Lutte ouvrière n° 57, 7 octobre 1937)

La bourgeoisie, aidée par les organisations fascistes, réformistes -surtout staliniennes- veut briser l'unité de front du prolétariat français et immigré... (La Lutte ouvrière n° 60, 11 novembre 1937)

Après la Deuxième guerre mondiale, la section française (Parti communiste internationaliste) développa un travail chez les ouvriers venus d'Indochine, à une époque où le PS-SFIO et le PCF aidaient De Gaulle à reconstruire l'État bourgeois et l'empire colonial.

Le Groupe bolchevik préfère Lénine et Trotsky à Soral. L'ARS refuse de se prononcer pour le droit des travailleurs de circuler librement dans le monde, rejoignant de fait les bureaucraties syndicales et les partis sociaux-chauvins comme le PCF, le PS et le PG. Mais l'ARS va plus loin dans l'abjection.

Les syndicats et les organisations de la classe ouvrière ont besoin de temps pour s'adapter à la nouvelle donne démographique... Les dernières vagues d'immigration ont été un facteur d'aggravation de la dépolitisation de la classe ouvrière et de montée des tensions communautaires. (ARS, Notre organisation, p. 47, sans date)

Pour Kléber, les coupables des difficultés de la classe ouvrière ne sont pas les bureaucraties corrompues, qui font ce qu'elles peuvent (les « syndicats et organisations ouvrières ont besoin de temps »). Il accuse la composante immigrée de la classe ouvrière (« les dernières vagues d'immigration »).

L'ARS POUR LE DÉPART DES ÉTRANGERS

La direction de l'ARS ose dire que les salariés ou les jeunes arabes qui ne sont pas nés ici sont « désengagés » en France et... qu'ils feraient mieux de rentrer chez eux.

Aux travailleurs tunisiens en France : Détermine-toi, engage-toi !... Et dans les circonstances, nous nous adressons à toi particulièrement, lecteur immigré en France. Ta responsabilité est toute particulière, ton appui à la révolution st fondamental pour ton pays d'origine. Ici, désengagé de l'action militante, tu n'es que le spectateur du mouvement de ton peuple et tu sens comme une honte. Les événements t'ont surpris et là tu es sur la touche. Remèdes-y vite. (Combat n° 55, février 2011, orthographe d'origine)

Kléber saurait ce que font les « immigrés en France » (rien) et même ce qu'ils éprouvent (la « honte »). En bon socialiste national-, il affecte tout travailleur à « son peuple ». Chacun chez soi : « l'activité militante » en France est, pour lui, l'affaire des Français de souche ; en Tunisie, c'est l'affaire des seuls Tunisiens.

Mais les courants politiques qui veulent réserver la politique aux nationaux, camarades de l'ARS, c'est la réaction, en particulier celle qui vise ouvertement le mouvement ouvrier, le fascisme. Ces phrases sont répugnantes. C'est leur auteur qui devrait « sentir comme une honte ».

Malgré sa taille réduite, le Groupe bolchevik n'a jamais passé une année sans rencontrer des travailleurs d'autres pays d'Europe, d'Afrique de l'ouest, d'Amérique latine, d'Asie de l'ouest, militant en France. Les travailleurs étrangers ont toujours joué un rôle dans la lutte des classes dans le pays où ils vivaient et les meilleurs cadres du mouvement ouvrier ont tous séjourné à l'étranger.

C'est en rencontrant les travailleurs du mouvement chartiste en Grande-Bretagne en 1843 que l'émigré allemand Engels devint communiste ; c'est en rencontrant les travailleurs des organisations clandestines en France que Marx devint communiste en 1844.

Le document le plus célèbre du mouvement ouvrier a été rédigé en commun fin 1847 par Marx et Engels, alors immigrés allemands en Belgique. Le *Manifeste du parti communiste* était le programme de la « Ligue des communistes » (LC), une petite organisation internationale dont la plupart des membres étaient des travailleurs

allemands immigrés en Grande-Bretagne, en France, en Suisse et en Belgique. Sa section londonienne comprenait aussi des immigrés français et scandinaves. Après l'échec des révolutions européennes de 1848, plusieurs militants allemands de la LC partirent aux États-Unis où ils jouèrent un rôle significatif dans l'introduction du marxisme, la création du premier parti ouvrier et dans la guerre civile qui a débouché sur l'abolition de l'esclavage. Les premiers partis ouvriers d'Argentine, du Brésil, du Venezuela, furent fondés par des migrants européens.

« L'Association internationale des travailleurs » (1^e Internationale) fut dirigée de 1864 à 1872 par un émigré allemand en Grande-Bretagne (Marx). En 1870, un autre émigré allemand s'installa à Londres et fut élu au conseil générale de l'AIT (Engels).

En 1871, prirent part à la Commune de Paris de nombreux immigrés : le ministre du travail fut un Hongrois (Frankel), deux généraux furent polonais (Dombrowski et Wroblewski), l'Union des femmes fut présidée par une Russe (Dmitrieff), etc. Un autre général avait participé comme général à la guerre civile américaine (Cluseret).

En 1880, Jules Guesde et trois émigrés vivant en Grande-Bretagne (deux allemands, Marx, Engels, un français, Lafargue) rédigèrent à Londres le programme du premier parti communiste en France, le « Parti ouvrier ». De 1883 à 1895, tous les partis marxistes du monde prenaient conseil auprès de Friedrich Engels, qui vivait à Londres. Tous les partis socialistes rejoignirent « l'Internationale ouvrière » (2^e Internationale) de 1889 à 1914.

Le premier groupe communiste russe, « L'Émancipation du travail », naquit en Suisse en 1884 (Plekhanov, Axelrod, Zassoulitch...). Ce noyau fut rejoint en 1901 par de jeunes émigrés (Lénine, Martov, Trotsky...) qui entreprirent ensemble de reconstituer le « Parti ouvrier social-démocrate » fondé en Russie 1898 mais démantelé par la répression tsariste.

En 1893, la « Sociale-démocratie du royaume de Pologne » (SDKP) fut fondée en Suisse, par des immigrés (Luxemburg, Jogiches, Marchlewski...) en opposition au PSP socialiste national. En 1898, la polonaise Rosa Luxemburg s'installe en Allemagne et milite au sein du SPD, tout en continuant à diriger le SDKP. En 1915, elle constitue en Allemagne avec Karl Liebknecht la Spartakusbund. Ils sont jetés en prison pour leur internationalisme.

Lors de la Première guerre mondiale, les émigrés russes bolcheviks Lénine et Zinoviev furent actifs en Suisse. L'émigré russe bolchevik Boukharine fut actif en Suède d'où il fut expulsé, puis fut actif aux États-Unis. L'émigré russe alors centriste (ni bolchevik, ni menchevik) Trotsky fut actif en France, puis aux États-Unis.

En 1936, l'immigration ouvrière italienne a importé en France la « grève sur le tas », c'est-à-dire l'occupation des lieux de travail, lors de la grève générale. En 1943-44, des immigrés de l'IKD, la section allemande de la 4^e Internationale, permirent le travail du POI, la section français, en direction des travailleurs allemands sous l'uniforme, à une époque où le PCF larbin de De Gaulle avait pour mot d'ordre : « à chacun son boche ». Le PCF a réglé définitivement le problème de certains étrangers en France, en les assassinant, comme notre camarade Pietro Tresso, du POI, en 1943.

L'ARS se réclame du « trotskysme », mais lui tourne le dos. Comme dans le cas de la guerre impérialiste en Lybie, l'ARS se range, dans les faits, aux côtés de sa bourgeoisie qui affaiblit la classe ouvrière tout entière en désignant comme boucs émissaires les étrangers.

Dans notre lutte pour le véritable internationalisme et contre le social-chauvinisme, notre presse dénonce constamment les chefs opportunistes du SPA (Parti socialiste d'Amérique), qui sont partisans de limiter l'immigration des ouvriers chinois et japonais (à l'encontre des décisions du congrès de Stuttgart de 1907 de l'Internationale socialiste). Nous pensons qu'on ne peut pas, à la fois, être internationaliste et se prononcer en faveur de telles restrictions. Nous affirmons que si les socialistes américains, et surtout les socialistes anglais, qui appartiennent à des nations dirigeantes et oppressives, ne sont pas contre toute espèce d'entrave à l'immigration... ils ne sont en réalité que des sociaux-chauvins. (Lénine, Lettre au secrétaire de la SPLA, 9 novembre 1915)

BOLCHEVISME OU STALINISME, DRAPEAU ROUGE OU DRAPEAU TRICOLERE, IL FAUT CHOISIR

Depuis une décennie, l'ARS papillonne d'un groupe à l'autre, sans jamais rassembler quoi que ce soit. Serait-ce parce qu'une fusion obligerait son chef à participer à un travail *collectif* et à rendre des comptes à une base probablement plus expérimentée, plus instruite et moins admirative ?

Une secte a besoin comme base de nigauds sans cervelle. Pour qu'une secte existe, il ne suffit pas qu'un dirigeant ait des partisans (tout dirigeant a une influence personnelle plus ou moins grande) mais le dirigeant d'une secte doit être un gourou. Il doit être un mégalomane qui a des révélations en dehors du domaine de la réalité. Le dirigeant d'une secte est susceptible de changer d'orientation à tout moment et tous les disciples le suivent automatiquement. (Cannon, Lutte fractionnelle et direction du parti, 3 novembre 1953)

Camarades de l'ARS, il est plus que temps de sortir de la secte, du sous-stalinisme et du national socialisme, si vous voulez commencer à contribuer à construire le parti ouvrier révolutionnaire. Pour contribuer à cette mutation, le Groupe bolchevik renouvelle sa proposition de réunir en commun tous les militants.

Une direction qui fait des phrases sur la révolution mais protège en pratique les appareils contre-révolutionnaires du mouvement ouvrier tend inéluctablement au réformisme. Quand elle fait des phrases sur la révolution, mais soutient son armée, sa police et ses douaniers contre les pays dominés et contre les ouvriers étrangers, elle court le risque de passer au fascisme (qui n'a jamais été avare de phrases contre le capitalisme et pour la « révolution nationale »).

Pour toute organisation ouvrière, l'alternative est simple : soit être guidée par des principes internationalistes, soit ne pas avoir de principe du tout.

Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, les communistes mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat. (Ligue des communistes, Manifeste du parti communiste, 1848)

Si une organisation ouvrière a des principes internationalistes, elle commence par :

- renoncer à toute réunion avec des fascistes,
- défendre le droit de circuler et de s'établir des travailleurs étrangers,
- condamner toute intervention militaire de son impérialisme.

À ces conditions et à ces conditions seulement, un rapprochement est envisageable.

Cellule centrale du Groupe bolchevik [Collectif révolution permanente]

ANNEXE 1 : PROPOSITION DE RÉUNION DES MILITANTS DE L'ARS ET DU GB, 21 NOVEMBRE 2010

Camarades de l'Alternative révolutionnaire socialiste,

Le 14 septembre, la cellule centrale a répondu favorablement à votre demande de fusion (et vous a transmis, depuis, le projet rédigé par le bureau du Collectif pour un regroupement international). La 7^e conférence du groupe a approuvé la démarche de la cellule centrale.

Pour entamer le processus, nous vous proposons d'organiser au plus tôt une rencontre des militants des deux groupes sur les thèmes suivants :

- La situation mondiale et les tâches des communistes internationalistes,
- La situation française après l'attaque contre les retraites.

Sauf si vous connaissez un meilleur endroit, cela pourrait se tenir à l'AGECA sur une journée.

Fraternellement,

Cellule centrale du Groupe bolchevik

ANNEXE 2 : PROPOSITION DU GB AU CCI-T ET À L'ARS, 13 JANVIER 2011

Arrêt immédiat du massacre des jeunes en Tunisie et en Algérie ! Les organisations ouvrières doivent appeler à la grève générale pour protéger la jeunesse, chasser les dictatures mafieuses et ouvrir une voie au pays et à tout le Maghreb !

La révolte de la jeunesse et des travailleurs en Tunisie et en Algérie

La crise capitaliste mondiale a aggravé la situation des travailleurs à l'échelle mondiale : licenciements, intensification du travail, hausse des prix du carburants, de l'alimentation et du logement... En Tunisie, le 17 décembre, Mohamed Bouazizi, un vendeur ambulant de fruits et légumes, âgé de 26 ans, s'est aspergé d'essence devant la préfecture de Sidi Bouzid après que la police municipale a confisqué sa marchandise ; il a succombé à ses blessures. Des émeutes avaient précédemment éclaté en 2010 à Ben Guerdane et une grève avait paralysé Redeyef et tout le bassin minier de Gafsa en 2008 durant 6 mois, malgré la direction nationale de la confédération syndicale UGTT. Les manifestations se sont déroulées fin décembre dans la majeure partie du pays. Les protestations se multiplient dans les lycées et les universités. Le gouvernement Ben Ali arrête pêle-mêle lycéens, avocats, syndicalistes, rappers, blogueurs, artistes, opposants... La police aurait assassiné, à cette date, 35 personnes. Depuis les meurtres, les manifestants n'ont pas cédé et ils mettent ouvertement en cause le président. En Algérie, la hausse brutale des prix des produits de première nécessité (huile, sucre, semoule...) a conduit le 5 janvier la jeunesse à se soulever, malgré les appels au calme des autorités et de plusieurs imams. La police a assassiné 5 jeunes.

Pour la solidarité internationale avec la jeunesse de Tunisie et d'Algérie

Le 11 janvier, la ministre française des Affaires étrangères Michèle Alliot-Marie a proposé à Ben Ali et à Bouteflika l'aide de la police française, la même qui attaque les grévistes et persécute les travailleurs immigrés en France. Les travailleurs, les chômeurs et les lycéens ne peuvent pas compter sur les « démocraties » d'Europe et d'Amérique du nord qui pillent le monde entier, qui soutiennent et qui arment les régimes policiers d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine, qui occupent Haïti et l'Afghanistan. La véritable solidarité avec les jeunes et les prolétaires arabes et berbères d'Algérie ou de Tunisie ne peut venir que de leurs sœurs et frères, les travailleurs et les jeunes du Maroc, de Turquie, d'Égypte, d'Irak, d'Europe (dont de nombreux sont d'origine maghrébine), d'Amérique du nord... Mais les bureaucraties syndicales et les partis de masse d'origine ouvrière sont corrompus par leur propre bourgeoisie. Il faut donc s'organiser pour imposer aux partis et syndicats ouvriers d'appeler à manifester en défense de la jeunesse de Tunisie et d'Algérie, empêcher les exportations d'armes et mettre fin aux politiques qui restreignent l'entrée des travailleurs et des étudiants en provenance d'Algérie ou de Tunisie. En France, en Espagne, en Italie... le soutien le plus efficace aux travailleurs de l'autre côté de la Méditerranée est la lutte résolue pour renverser son propre gouvernement, son propre capitalisme, son propre impérialisme.

Pour que la classe ouvrière prenne la tête des mobilisations et chasse Ben Ali,

Bouteflika et toute la bourgeoisie

Le prolétariat et la jeunesse d'Algérie et de Tunisie n'ont rien à attendre des bourgeois « démocrates » locaux, opposants de façade qui veulent que l'exploitation capitaliste perdure. Le prolétariat, les femmes et la jeunesse n'ont rien à attendre des islamistes, défenseurs acharnés de la propriété privée, dont les amis d'Iran s'enrichissent de la même manière que la famille Ben Ali ou l'état-major de l'armée algérienne, qui ont collaboré avec l'armée américaine contre l'Irak, qui répriment eux aussi les étudiants, les femmes, les travailleurs. Les travailleurs salariés, les chômeurs, les jeunes en formation ne peuvent pas compter sur les dirigeants confédéraux de l'UGTA et de l'UGTT, mais ils doivent obliger les syndicats à appeler à la grève générale pour chasser Ben Ali et Bouteflika. Ils doivent s'organiser eux-mêmes en comités et les fédérer nationalement pour se défendre, pour vaincre, pour arracher les revendications, pour empêcher les partis bourgeois et les généraux de voler demain leur victoire. Les travailleurs doivent constituer leur propre parti, ouvrier, révolutionnaire et internationaliste en lien avec l'avant-garde des autres pays car ils ont besoin d'un programme, celui de la révolution socialiste. Le rassemblement de tous les opprimés et exploités a le potentiel de renverser les dictatures corrompues, d'imposer la libération de tous les prisonniers politiques, le blocage du prix des produits de première nécessité, l'augmentation des salaires, l'emploi pour tous, le logement décent pour tous, l'égalité juridique des femmes, le respect des droits des minorités, la liberté sexuelle des jeunes, la dissolution des corps de répression, etc. Pour les obtenir et les garantir, il faut le pouvoir des travailleurs: détruire l'État bourgeois, exproprier les groupes capitalistes privatisés et étrangers, planifier, ouvrir la voie à la fédération socialiste du Maghreb et de la Méditerranée...

Prolétaires d'Algérie, de Tunisie, de tous les pays, unissez-vous !

ANNEXE 3 : « BRÈVE » DE L'ARS, 18 JANVIER 2011

Vive la révolte du peuple tunisien !

Chômage, explosion des prix, dictature policière, la révolte du peuple a explosé. Et le peuple tunisien a eu raison de Ben Ali. Il a fait dégager Ben Ali. Le sang que la dictature a fait couler n'a pas refroidi les ardeurs des travailleurs et de la jeunesse.

Trop de misère, trop d'oppression, trop de corruption. Le président dictateur Ben Ali et ses services de police ont fait un massacre. Mais les 80 assassinés, le mouvement en a fait ses martyrs. Ils ont renforcé la détermination d'en finir avec l'atmosphère de peur. Le sacrifice n'a pas été vain.

Maintenant, c'est toute l'oligarchie qui a peur autour du clan Trabelsi. La peur a changé de camp. Pas seulement en Tunisie, en Algérie aussi et au Maroc. Le soulèvement tunisien ouvre la voie pour l'ensemble des populations de la région du Maghreb. La révolte tunisienne annonce un grand changement.

Tremblez mafieux les affairistes ! Tremblez bureaucrates ! Tremblez protégés de l'impérialisme ! Tremblez officiers sanguinaires ! Tremblez les bourreaux ! Ben Ali a pris ses jambes à son coup.

Mais attention ! Les quarante voleurs sont toujours là qui veulent répondre à l'affront. Ils saisiront la première occasion pour faire de nouveaux massacres si le peuple ne s'est pas préparé.

La classe ouvrière tunisienne, alliée aux autres couches du peuple peut saisir le moment pour constituer son propre gouvernement, débarrasser définitivement le pays du pillage des millionnaires et garantir un vrai régime de liberté.

ANNEXE 4 : EXTRAIT DE *RÉVOLUTION SOCIALISTE*, 30 JANVIER 2011

Pour la révolution socialiste au Maghreb et au Makrech

Dissolution de la police tunisienne ! Dehors, tous les ministres capitalistes ! Dehors, les généraux nommés par Ben Ali ! Gouvernement ouvrier et paysan basé sur l'armement des travailleurs !

Aucune confiance aux bourgeois, qu'ils soient démocrates ou cléricaux !

Depuis la fuite de Ben Ali, la bourgeoisie tunisienne, son armée, les régimes voisins et leurs maîtres impérialistes veulent rétablir l'ordre bourgeois ; il ne se passe guère de jour sans que les policiers, avec la complicité de l'armée, ne matraquent les travailleurs, les chômeurs et les étudiants à Tunis. Pourtant, les

journaux, autrefois si serviles envers le dictateur et les « démocrates » des deux rives de la Méditerranée tentent de persuader les masses que la « révolution du jasmin » (sic) est achevée.

Tous les partis réformistes et organisations semi-réformistes de France sont d'accord sur l'essentiel : la révolution tunisienne qui a chassé Ben Ali n'est en aucun cas le début de la révolution socialiste en Tunisie, en Afrique et dans le monde.

Nous souhaitons maintenant que les autorités provisoires tunisiennes créent les conditions pour assurer la sécurité des populations. (PCF, La Révolution de Jasmin ne doit pas être volée au peuple tunisien, 16 janvier 2011)

La diplomatie française doit s'engager sans ambiguïté en faveur de la démocratie en Tunisie, à laquelle le peuple tunisien a montré qu'il aspirait avec force. (PS, Le départ du Président Ben Ali doit permettre la transition démocratique, 14 janvier 2011)

C'est au peuple tunisien dans son ensemble de décider de son avenir. (POI, Bas les pattes devant la Tunisie ! 15 janvier 2011)

Le NPA renouvelle tout son soutien au peuple tunisien, à la révolution démocratique à laquelle il aspire. (NPA, Ben Ali en fuite, soutien à la révolution démocratique ! 14 janvier 2011)

Les travailleurs, les classes populaires de Tunisie auront certainement encore à lutter pour imposer leurs droits élémentaires et pour faire que le départ du dictateur débouche sur un véritable changement social. (LO, Après le départ de Ben Ali, 15 janvier 2011)

Le Parti de Gauche soutient la révolution citoyenne du peuple tunisien en cours. Elle porte à la fois sur l'exigence d'une réforme démocratique profonde et de partage des richesses. (PdG, Vive la révolution citoyenne tunisienne, 14 janvier 2011)

Au mieux, le socialisme est pour les opportunistes un objectif très lointain. Présentement, il n'est question que d'un simple changement de régime politique qui va permettre de réaliser la « démocratie », de réformer l'État bourgeois, d'améliorer la situation des travailleurs ou même du peuple entier (pour la plupart, il ne semble pas y avoir de classes en Tunisie), quitte à repartager un peu les richesses. Pas besoin de mettre en cause la propriété privée, l'exploitation, le noyau répressif de l'État bourgeois... ni les liens avec l'impérialisme français. Une telle attitude coïncide avec les besoins de leur propre bourgeoisie.

En Tunisie, les prolétaires qu'ils soient salariés ou qu'ils soient au chômage, ont manifesté un courage remarquable et même un grand instinct de classe. Cependant, il leur manque une perspective, un programme, une stratégie, un parti pour prendre la tête de tous les opprimés, déjouer les manœuvres de la bourgeoisie et de l'impérialisme, imposer le pouvoir des travailleurs.

Les organisations ouvrières qui ont survécu à la dictature sont l'UGTT, qui était liée au régime, et le PCOT, qui était persécuté par la police, avec la complicité des bureaucrates de l'UGTT.

L'UGTT est actuellement la seule confédération syndicale. La bureaucratie syndicale qui la dirige est totalement corrompue. Elle a d'ailleurs condamné le soulèvement ouvrier de 2008, elle a soutenu la candidature de Ben Ali en 2009, elle n'a appelé qu'après plusieurs semaines de répression sanglante à deux heures de grève symboliques, elle a négocié avec le RCD la mise en place d'un gouvernement provisoire. Sous la pression des masses, elle a dû retirer ses ministres du gouvernement, mais elle se refuse obstinément à postuler elle-même au pouvoir. En outre, ses organes dispersent la force de la classe ouvrière en appelant tantôt un secteur, tantôt un autre à la grève, tantôt une région, tantôt une autre.

La direction de l'UGTT négocie le remaniement du gouvernement Ghannouchi :

La commission administrative nationale de l'organisation syndicale, réunie, hier, a accepté d'appuyer le gouvernement provisoire, sous la présidence de M. Mohamed Ghannouchi, en tant que Premier ministre, et de maintenir MM. Nouri Jouini et Afif Chelbi, en tant que membres de ce gouvernement. (La Presse de Tunisie, 28 janvier 2011)

Les travailleurs conscients doivent se regrouper au sein de la centrale syndicale pour y organiser les chômeurs et les femmes travailleuses, en garantir l'indépendance vis-à-vis de l'État bourgeois et de toutes les fractions de la bourgeoisie, expulser les bureaucrates, favoriser les assemblées générales pour décider sur les lieux de travail, d'étude et de vie.

Si le PCOT mettait en garde les travailleurs contre les manœuvres des démocrates bourgeois, annonçait qu'il se prépare à prendre le pouvoir dès qu'il aura la confiance de la classe ouvrière, il mériterait le soutien de tous les révolutionnaires du monde, quelles que soient ses origines. Le PCOT comporte des centaines de militants dévoués à la classe ouvrière, il se réclame du « marxisme-léninisme », mais son orientation s'apparente en fait à celle du Parti menchevik à partir de 1905, et surtout du stalinisme à partir de 1934. La direction du PCOT demande un « gouvernement provisoire », sème les illusions sur l'État bourgeois et en particulier l'armée, prétend que la révolution sera seulement démocratique.

L'opposition avec toutes les forces politiques et non-politiques, est invitée à serrer les rangs en vue du changement démocratique, pour former l'alternative à la tyrannie et à la dictature. Le Parti communiste des ouvriers renouvelle son invitation à convoquer une assemblée nationale de l'opposition tunisienne qui affrontera la question le plus rapidement possible. (PCOT, Le Parti communiste ouvrier de Tunisie avec le peuple Tunisien qui s'insurge, 10 janvier 2011)

Le changement démocratique dans toutes ses dimensions politiques, économiques, sociales et culturelles exige une coupure effective et immédiate avec le régime tyrannique. Cela nécessite la constitution d'un gouvernement provisoire ou toute autre instance à vocation exécutive qui organisera des élections libres pour désigner une assemblée constituante qui pose les fondements d'une véritable République démocratique, où le peuple jouit de liberté, de justice sociale et de dignité. Il est urgent que les forces démocratiques impliquées sur le terrain forment des instances nationales unies pour un changement démocratique, dont les prérogatives seront de veiller à la sauvegarde des acquis du peuple et d'exiger le transfert pacifique du pouvoir au peuple. (PCOT, Pour une Assemblée constituante qui pose les jalons d'une République démocratique, 15 janvier 2011)

Une assemblée constituante est une revendication démocratique qu'un parti ouvrier peut tactiquement opposer à un gouvernement du type RCD-Ettajdid-PPD, à condition qu'il préserve son indépendance des partis de la petite et de la grande propriété, à condition que le parti ouvrier refuse tout soutien à tout gouvernement provisoire, à condition qu'il ne cache pas que sa perspective est la dictature du prolétariat et la révolution socialiste mondiale.

Or, le chef du PCOT ne cache pas que sa perspective est un bloc avec la bourgeoisie « démocratique ».

Pour préparer l'assemblée constituante, nous avons besoin d'un gouvernement formé d'hommes et de femmes sans liens avec l'ancien régime, qui jouissent véritablement du respect et de la confiance des forces démocratiques qui n'ont jamais cessé d'agir dans le pays. Ces femmes et ces hommes existent aujourd'hui. C'est grâce à eux que nous pourrions espérer jeter les bases d'une démocratie en Tunisie, dans un délai de trois à six mois, si le climat politique le permet. (Hamma Hammami, Mediapart, 18 janvier 2011)

Hammami fait disparaître les classes et donc la lutte entre les classes. De fait, les prolétaires sont appelés par le PCOT à placer leur confiance dans « des hommes et des femmes » non nommés qui sont approuvés par des « forces démocratiques » non identifiées. Bref, pour le PCOT, il suffirait d'exclure les membres de l'ancien gouvernement (tout en laissant en place l'état-major ?) et de collaborer avec les « forces démocratiques ». La leçon tirée des révolutions de 1848 par les communistes est bien différente :

Il faut qu'à côté des nouveaux gouvernements officiels, les ouvriers établissent aussitôt leurs propres gouvernements ouvriers révolutionnaires, soit sous forme d'autonomies administratives locales ou de conseils municipaux, soit sous forme de clubs ou comités ouvriers, de façon que les gouvernements démocratiques bourgeois non seulement s'aliènent aussitôt l'appui des ouvriers, mais se voient, dès le début, surveillés et menacés par des autorités qui ont derrière elles toute la masse des ouvriers. En un mot, sitôt la victoire acquise, la méfiance du prolétariat ne doit plus se tourner contre le parti réactionnaire vaincu, mais contre ses anciens alliés, contre le parti qui veut exploiter seul la victoire commune. (Friedrich Engels et Karl Marx, Adresse du Comité central à la Ligue des communistes, 1850)

L'alliance avec la bourgeoisie conduit forcément à limiter les revendications et les luttes des travailleurs, donc à paralyser et démoraliser la classe ouvrière, à décevoir ses alliés potentiels (paysans pauvres, travailleurs indépendants des villes, étudiants, conscrits...), à encourager les complots de la réaction dont les travailleurs feront les frais. Telles sont les leçons de la Chine en 1927, de l'Espagne en 1937, de la Bolivie en 1952, de l'Iran en 1953, de l'Indonésie en 1965, du Chili en 1973...

Il a fallu l'héroïsme des jeunes et des travailleurs pour chasser Ben Ali, sans que les partis démocratiques y soient pour grand-chose et malgré le soutien jusqu'aux derniers jours de la centrale syndicale. Pour extirper les racines de son régime, il faut poursuivre la révolution. Seuls l'approfondissement dans le pays de la révolution et son extension géographique permettront de châtier les bourreaux, de satisfaire les aspirations des masses et d'éviter un coup d'État de l'armée tunisienne en lien avec les services secrets des États-Unis et de la France. Les masses sont entrées en lutte contre la dictature poussées par leur situation économique insupportable. Le départ de Ben Ali n'a en rien réglé ce problème. Sa solution dépend de la poursuite de l'action des masses, de leur prise du pouvoir.

La lutte contre la débâcle économique ne doit pas aboutir à la confiance en l'État, elle doit aboutir à la revendication d'un État dirigé par les prolétaires et les semi-prolétaires. (Vladimir Lénine, La Débâcle économique et la façon prolétarienne de la combattre, 1917)

Pour la dissolution de la police, l'organisation des conscrits, leur jonction avec les autres travailleurs, l'armement des milices populaires

Le principal danger qui menace la révolution tunisienne à cette étape est la confiance d'une partie des masses dans l'armée alors que l'état-major nommé par Ben Ali la contrôle toujours, que la police assassine reste intacte et que les généraux sont les vrais maîtres du Premier ministre Ghannouchi et du gouvernement RCD-Ettajdid-PPD. Tous les partisans de l'aménagement du capitalisme, y compris ceux qui usurpent le nom de « communiste », de « socialiste » ou qui se baptisent « anticapitaliste » répandent des illusions criminelles sur l'armée bourgeoise, comme ils ont autrefois vanté les qualités de l'armée chilienne avant qu'elle écrase la révolution chilienne en 1973 et instaure une dictature anti-ouvrière.

L'armée constituée essentiellement des enfants du peuple est appelée à veiller sur notre sécurité et la sécurité du pays. Elle doit respecter les choix du peuple... (PCOT, Pour une Assemblée constituante qui pose les jalons d'une République démocratique, 15 janvier 2011)

Ainsi, selon le PCOT, l'armée pourrait « respecter les choix du peuple ». Faire croire que l'armée appartient au peuple, alors que c'est celle de la bourgeoisie, qu'elle constitue la composante décisive de l'État bourgeois, est criminel.

Le pouvoir d'État centralisé, propre à la société bourgeoise, est apparu à l'époque de la chute de l'absolutisme. Les deux institutions les plus caractéristiques de cette machine d'État sont : la bureaucratie et l'armée permanente. (Vladimir Lénine, L'État et la révolution, 1917)

Pour l'instant, les « enfants du peuple » sous l'uniforme restent sous le commandement des généraux issus de la classe bourgeoise, formés par l'armée française et l'armée américaine, nommés par Ben Ali. Ben Ali lui-même a été éduqué dans les écoles d'officiers de l'armée française, l'année même de l'indépendance, puis dans celles des services secrets américains.

Militaire de carrière formé à l'École interarmes de Saint-Cyr en France et à l'École supérieure de renseignement et de sécurité aux États-Unis, il devient général, puis ministre de l'Intérieur. (Jeune Afrique, 25 octobre 2009)

Depuis plusieurs années, l'armée tunisienne et l'armée algérienne collaborent avec l'OTAN, la coalition militaire des impérialismes occidentaux sous l'égide des États-Unis.

La Tunisie abritera le centre de commandement militaire conjoint de la 6^e édition de l'exercice naval « Phoenix-Express ». Le vice-amiral Harry B. Harris Jr, commandant de la sixième Flotte des États-Unis, a tenu, hier, en compagnie de M. Gordon Gray, ambassadeur des USA à Tunis, un point de presse à l'ambassade des États-Unis à Tunis en présence d'une pléiade de journalistes tunisiens. (La Presse de Tunisie, 10 novembre 2010)

L'armée est tout autant bourgeoise que la police. Ben Ali avait reçu le soutien de l'armée pour supplanter Bourguiba devenu sénile. L'armée a épaulé la police contre l'insurrection de Redeyef.

Le soulèvement du bassin minier a duré plus que cinq mois. Le 6 juin 2008, le régime de Ben Ali l'a sauvagement réprimé. Des milliers d'agents des forces de l'ordre ont été lancés contre la ville de Redeyef, bastion de la résistance. Ils ont ouvert le feu sur la foule faisant un mort et vingt-six blessés, dont un qui a succombé quelques semaines après à ses blessures. Ils ont ensuite investi les quartiers populaires qu'ils ont pris maison par maison. La police de Ben Ali a défoncé les portes des maisons terrorisant, agressant et

humiliant les habitants et a pillé leurs biens. Les commerces n'ont pas été épargnés, ils ont été à leur tour saccagés et pillés. Les jeunes, moteur du soulèvement, ont été pris pour cible principale, ils ont été agressés et arrêtés par dizaines. Des centaines d'entre eux ont quitté leur maison pour se réfugier dans les montagnes proches de la ville.

Dans la nuit du 6 au 7 juin, l'armée a investi la ville et occupé ses principales rues et places décrétant le couvre-feu et imposant aux habitants de ne pas quitter leur demeure. Elle a bloqué l'entrée sud de la ville ainsi que tous les accès aux montagnes où se sont réfugiés des centaines d'activistes et de jeunes pour empêcher leur famille de leur fournir de la nourriture et de l'eau potable. Les dirigeants du soulèvement, dont notamment Adnane Hajji, Bachir Abidi, Taïeb Ben Othmane et Adel Jayar, ainsi que des centaines d'activistes ont été arrêtés, sauvagement torturés et incarcérés.

Après Redeyef, les forces de l'ordre ont attaqué la ville de Metlaoui et y ont perpétré les mêmes crimes contre les habitants. Des dizaines d'activistes et de jeunes ont été arrêtés, torturés et déferés devant le tribunal de Gafsa qui leur a infligé de lourdes peines de prison ferme allant jusqu'à 6 ans. (Inprecor, janvier 2009)

Les généraux actuels ont été nommés par Ben Ali, comme les chefs de la police et les juges. L'état-major, probablement en lien avec la diplomatie, l'armée et les services secrets des États-Unis, a poussé au départ du président, pour tenter d'empêcher la révolution, sauver l'État bourgeois et préserver le capitalisme. Il a protégé la fuite du dictateur.

Nul doute qu'en coulisses, ce sont les militaires tunisiens, qui ont joué un rôle déterminant dans cette transition... L'armée a convaincu le président et son entourage honni par une large partie du peuple tunisien de quitter la scène, avant qu'il ne soit trop tard... Elle est restée loyale à l'ex-président Ben Ali, jusqu'au moment où la situation lui a échappé. (Le Figaro, 14 janvier 2011)

Le rôle de l'impérialisme américain dans l'éviction de Ben Ali par l'armée tunisienne est d'ailleurs confirmé, non sans amertume, par son rival français.

Ce sont les Américains qui ont pris les choses en main... Les militaires américains ont parlé avec leurs homologues tunisiens, et Ben Ali a été prié de quitter, sans plus attendre, le territoire. Inutile de préciser que les Américains n'ont pas pris la peine de nous tenir au courant. (Michèle Alliot-Marie, citée par Le Canard enchaîné, 19 janvier 2011)

Les libertés démocratiques arrachées par la population doivent être étendues aux soldats du rang, dont la plupart sont des conscrits. Les soldats doivent non seulement s'organiser, comme les travailleurs et les chômeurs des quartiers pauvres, mais distribuer les armes à ces derniers pour qu'ils puissent se protéger de la police et la dissoudre. Les soldats doivent désarmer, destituer et arrêter les officiers qui s'opposent à la solidarité avec le peuple, qui protègent la police, qui obéissent au gouvernement RCD, qui tenteraient de réprimer les grévistes et les manifestants.

Le pouvoir à ceux qui ont chassé Ben Ali, le pouvoir aux travailleurs !

Les travailleurs ont constitué spontanément les « comités de vigilance » pour défendre les quartiers populaires et des équipements collectifs contre les mercenaires de Ben Ali qui tentaient de faire croire que les manifestants n'étaient que des pillards, alors que les pires voleurs qu'ait connus la Tunisie depuis le départ de la puissance coloniale étaient l'entourage de Ben Ali.

Il est 18 h, c'est l'heure du couvre-feu qui se prolonge jusqu'à 5 h. Et pourtant ! À l'entrée des quartiers et dans différents coins, pour la plupart stratégiques des cités, vous verrez un groupe de jeunes et de moins jeunes bâtons à la main, en train de monter la garde. Ce sont les habitants de ces quartiers, volontaires et braves ils ont décidé de protéger leurs voisins, leurs villes des mains des pilleurs et des fouteurs de troubles. (Le Temps, 18 janvier 2011)

Les salariés et les fonctionnaires des entreprises publiques, des ministères et des administrations centrales de l'État, organisent des occupations de leurs lieux de travail pour réclamer l'épuration et l'exclusion des dirigeants, quasiment tous membres du RCD.

Dans plusieurs cas, cette exigence est même mise en pratique, comme à la Caisse nationale de Sécurité sociale, aux assurances Star et à la banque BNA où les directeurs ont été chassés sous les huées des travailleurs. Des formes de contrôle ouvrier se développent également, avant tout par rapport aux livres de

comptes des entreprises, afin de mettre à jour la corruption des nombreux patrons liés au régime de Ben Ali. Les employés de l'administration centrale des impôts, quant à eux, tout en exigeant la démission immédiate du directeur, ont pris le contrôle des dossiers afin d'enquêter sur les évasions fiscales.

Les masses se mettent en révolution non point avec un plan tout fait de transformation sociale, mais dans l'âpre sentiment de ne pouvoir tolérer plus longtemps l'ancien régime. C'est seulement le milieu dirigeant de leur classe qui possède un programme politique, lequel a pourtant besoin d'être vérifié par les événements et approuvé par les masses. Le processus politique essentiel d'une révolution est précisément en ceci que la classe prend conscience des problèmes posés par la crise sociale, et que les masses s'orientent activement d'après la méthode des approximations successives. Les diverses étapes du processus révolutionnaire, consolidées par la substitution à tels partis d'autres toujours plus extrémistes, traduisent la poussée constamment renforcée des masses vers la gauche, aussi longtemps que cet élan ne se brise pas contre des obstacles objectifs. (Léon Trotsky, Histoire de la révolution russe, 1930)

Il manque un parti ouvrier pour déjouer les manœuvres des démocrates, des cléricaux et des puissances impérialistes, un parti de type du Parti bolchevik qui a conduit à la victoire la révolution prolétarienne russe en octobre 1917. Le regroupement de l'avant-garde des travailleurs et de la jeunesse sur la base du marxisme permettra de systématiser et d'imposer les revendications éparées qui surgissent du mouvement des masses :

- ✓ Expulsion de tous les soutiens de Ben Ali et de tous les membres du RCD de bas en haut de l'UGTT, droit de tendance pour tous les courants ouvriers dans le syndicat.
- ✓ Constitution dans les entreprises, les régiments, les administrations, les quartiers, les universités, les lycées de comités, centralisation des comités sous forme de conseils ouvriers et populaires dans chaque localité et à l'échelle du pays, tout le pouvoir aux conseils.
- ✓ Armement des salariés, des étudiants, des habitants des quartiers, des paysans pauvres contre la police, les nervis du RCD, contre toute menace de l'armée, dissolution de la police.
- ✓ Retrait de l'Union pour la Méditerranée, de l'ONU et de la Ligue arabe, rupture avec l'OTAN, publication de tous les accords et traités secrets avec l'impérialisme français et l'impérialisme américain, ouverture des dossiers administratifs, fiscaux et policiers, ouverture de la comptabilité des entreprises.
- ✓ Expropriation des entreprises industrielles, bancaires et commerciales de tous les patrons membres du RCD massacreur du peuple, nationalisation sans indemnité des grands groupes tunisiens et étrangers sous contrôle des travailleurs, nationalisations sans indemnité des grandes propriétés foncières et transformations en coopératives agricoles.
- ✓ Indexation des salaires sur les prix, diminution des horaires de travail, plan d'urgence pour assurer l'emploi de tous les chômeurs, la construction des logements, la production des biens de première nécessité.
- ✓ Aucune participation des organisations ouvrières à un gouvernement qui comprendrait des ministres capitalistes, aucun soutien du PCOT ni de l'UGTT à tout gouvernement bourgeois !
- ✓ Gouvernement ouvrier et paysan basé sur les comités de base, séparation complète de la religion et de l'État, soutien à toutes les autres révolutions prolétariennes dans la perspective de la suppression des frontières coloniales, de l'unification socialiste du Maghreb et du Makrech, des États-Unis socialistes de la Méditerranée et de la fédération socialiste mondiale.

Les bourgeoisies impérialistes qui se permettent d'intervenir au nom de la « démocratie » dans le monde entier tentent jusqu'au bout de préserver les régimes autoritaires qui leur sont soumis.

Le gouvernement égyptien est stable et s'efforce de répondre aux besoins de la population. (Hillary Clinton, citée par Le Monde, 27 janvier 2011)

D'un côté, tous les régimes des pays voisins paniquent, multiplient les mesures préventives (blocages des prix alimentaires, etc.). De l'autre, les masses d'Égypte, mais aussi d'Algérie, de Jordanie, des Territoires palestiniens, de Libye, du Yémen, du Soudan... s'inspirent ouvertement de la révolution tunisienne. L'Afrique subsaharienne n'est pas plus stable. L'extension de la révolution à l'Égypte affaiblit la bourgeoisie en Tunisie et y renforce la classe ouvrière.

La responsabilité des travailleurs d'Europe, des États-Unis et d'Israël est d'empêcher toute intervention militaire contre les travailleurs en révolte. D'ores et déjà, la révolution prolétarienne de Tunisie a ébranlé l'ordre bourgeois mondial, après des décennies de reculs et de défaites de la classe ouvrière. La présence significative d'étudiants tunisiens et de travailleurs d'origine tunisienne en France et en Italie facilite la solidarité envers la révolution tunisienne et hâtera l'avènement de la révolution socialiste en Europe, qui consolidera à son tour le pouvoir des travailleurs en Afrique du nord et assurera la transition commune des deux rives de la Méditerranée au socialisme.

Pour vaincre, le prolétariat a besoin d'un parti à lui dans chaque pays, un parti révolutionnaire qui le relie consciemment à celui des autres pays par la construction simultanée d'une internationale communiste.

Vive la révolution prolétarienne tunisienne ! Vive la révolution prolétarienne égyptienne ! Vive la révolution socialiste africaine ! Vive la révolution socialiste mondiale !